

**Extrait du registre des décisions de la Présidente
Décision n°2023-68**

**Objet : Convention 2023 avec l'Etat pour l'Aide au Logement Temporaire (ALT2)
pour la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage de Carpentras**

La présidente de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière d'aire d'accueil des gens du voyage,

Vu la délibération du conseil communautaire n°58-23 en date du 3 avril 2023 portant délégation d'attributions à la Présidente, notamment en matière de demande de subventions auprès des organismes extérieurs pour le financement des actions et des projets de la CoVe,

Vu l'arrêté n° 2020-1308 du 15 juillet 2020 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

Vu le projet de convention 2023 de l'Etat portant détermination des modalités de versement de l'Aide au Logement Temporaire (ALT2) pour la gestion de l'aire d'accueil des Gens du Voyage sise sur la commune de Carpentras, d'un montant total provisionnel de 36 463,38 euros,

Décide

Article 1 : D'approuver la convention 2023 de l'Etat portant détermination des modalités de versement de l'Aide au Logement Temporaire (ALT2) pour la gestion de l'aire d'accueil des Gens du Voyage sise sur la commune de Carpentras, d'un montant total provisionnel de 36 463,38 euros.

Article 2 : De signer tous actes aux effets ci-dessus.

Article 3 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Fait à Carpentras, le 7 septembre 2023
Pour la Présidente et par délégation,
Le directeur général des services,



Laurent Marteau

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécourse citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr



**PRÉFÈTE
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Sous-

Envoyé en préfecture le 14/09/2023
Reçu en préfecture le 14/09/2023
Publié le 14/09/2023
ID : 084-248400053-20230907-D2023_68-AU

Sous-préfète chargée de mission
Affaire suivie par : Emilie HOURS
Téléphone : 04 88 17 84 22
Courriel : emilie.hours@vaucluse.gouv.fr

CONVENTION 2023

portant détermination des modalités de versement de l'Aide au Logement Temporaire (**ALT 2**)
pour la gestion de l'aire d'accueil des Gens du Voyage sise sur la commune de Carpentras

*En application de l'article L 851-1 du Code de la Sécurité Sociale et l'article 5 de la Loi
N° 2000-614 du 5 juillet 2000)*

Entre les soussignés,

L'État, représenté par madame la Préfète de Vaucluse et désigné sous le terme
« l'administration »,

ET

La Communauté d'Agglomération Ventoux - Comtat Venaissin, désignée sous le terme « le
gestionnaire », représentée par sa présidente madame Jacqueline BOUYAC,
Siège social : 1171 avenue du Mont Ventoux – 84203 CARPENTRAS cedex
SIRET : 248 400 053 000 59

au titre de sa compétence en matière d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil
des gens du voyage, la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage de CARPENTRAS ayant
été confiée à la société Hacienda / SG2A par un marché public de prestations de services,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1er – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de versement de l'aide
financière de l'État, dénommée « aide au logement temporaire 2 » (ALT2) prévue par l'article L
851-1 du Code de la Sécurité Sociale et de ses articles R 851-2, R 851-5, R 851-6, pour la gestion
de l'aire d'accueil des gens du voyage désignée ci-après :

Aire de CARPENTRAS sise 186 chemin du Général Buisson d'Armandy
à CARPENTRAS 84200.

Elle détermine les droits et obligations des parties.

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION ET DATE D’EFFET

La convention a une durée d’un an, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023, nonobstant sa date de signature.

ARTICLE 3 – CAPACITÉ D’ACCUEIL ET ACTIVITÉ RETENUES POUR LE CALCUL DE L’AIDE MENSUELLE PROVISIONNELLE

Pour l’année 2023, le nombre de places conformes aux normes techniques du décret n° 2001-569 du 29 juin 2001 est de **28 places**.

Les caractéristiques de l’aire figurent à l’annexe 1 et l’annexe 3 de la présente convention.

L’annexe 2 de la présente convention mentionne :

- le détail de la disponibilité mensuelle des places conformes pour la période de la convention,
- le taux provisoire mensuel pris en compte pour le calcul de l’aide provisionnelle liée à l’occupation.

Le taux d’occupation moyen global pour l’année 2023 au titre de la présente convention est de **68%**.

Ce taux prévisionnel correspond à la moyenne de l’activité réalisée sur l’aire d’accueil de Carpentras sur les deux années précédentes.

Les annexes 1, 2 et 3 font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 4 – CONDITIONS FINANCIÈRES

La signature de la convention conditionne le versement de l’aide pour l’année 2023.

4-1 Montant de l’aide versée

En soutien de la gestion des places de l’aire d’accueil de **Carpentras**, le gestionnaire bénéficie d’une aide totale composée d’un montant fixe et d’un montant variable provisionnel.

Le montant fixe est déterminé en fonction du nombre de places conformes aux normes techniques et de l’effective disponibilité de ces places.

Le montant variable provisionnel est déterminé en fonction du taux prévisionnel d’occupation mensuel des places.

Pour l’année 2023, le gestionnaire bénéficie d’une aide d’un montant total provisionnel de **36 463,38 euros** (trente six mille quatre cent soixante trois euros et trente huit cents).

Ce montant se décompose comme suit :

MONTANT FIXE		
nombre de places conformes	montant de référence	sous-total
28	56,50 €	18 984,00 €
MONTANT VARIABLE PROVISIONNEL		
moyenne des taux mensuels d'occupation	montant de référence pour un taux d'occupation à 100 %	sous-total
68,00 %	75,95 €	17 479,38 €
Montant total provisionnel		36 463,38 €

4-2 Modalités de versement

L'administration adresse un exemplaire de la présente convention à la Caisse d'Allocations Familiales de Vaucluse, établissement chargé du versement de l'aide au logement temporaire pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage et représenté par son président.

La Caisse d'Allocations Familiales de Vaucluse verse l'aide mensuellement au gestionnaire, par douzième du montant total provisionnel et à terme échu, soit 3 038,61 euros.

4-3 Modalités de régularisation du versement de l'aide

4-3.1 Déclaration

Avant le 15 janvier de l'année suivant la présente convention, le gestionnaire fournit à la préfète la déclaration prévue au II de l'article R 851-6 du Code de la Sécurité Sociale par le biais de la procédure dématérialisée via **www.demarches-simplifiees.fr**

Le gestionnaire veille à joindre à cette déclaration :

- un rapport de visite, tel que mentionné à l'article 4 du décret N° 2001-569 du 29 juin 2001, en annexe 3 de la présente convention,
- un état arrêté au 31 décembre de l'aide versée par la Caisse d'Allocations Familiales pour les douze mois de la convention,
- le montant des recettes des droits d'occupation des places acquittés par les usagers de l'aire gérée,
- les dépenses de fonctionnement et d'entretien de l'aire gérée.

En l'absence de transmission de la déclaration prévue au II de l'article R 851-6 du Code de la Sécurité Sociale, et après mise en demeure de la préfète, le montant de la part variable de l'aide versée est récupéré.

4-3.2 Notification de la régularisation

Au terme de la déclaration précisée à l'article 4-3.1 de la présente convention, la préfète prend décision du montant total de l'aide au logement temporaire effectivement dû pour la période définie à l'article 2.

La décision de la préfète est notifiée au gestionnaire et précise le montant de l'aide à percevoir ou le montant du trop-perçu à recouvrer.

L'administration adresse sans délai à la CAF de Vaucluse la décision préfectorale pour régularisation du paiement dû au titre de l'année de la convention.

La CAF de Vaucluse est chargée de procéder, conformément à ladite décision, soit à la récupération ou la compensation des montants indûment versés, soit à un versement complémentaire.

ARTICLE 5 : DÉFINITION DU DROIT D'USAGE D'UNE PLACE

5-1 Définition du droit d'usage

Le droit d'usage d'une place est défini comme suit :

- Le tarif de la redevance de stationnement est composé :
- d'un montant par jour et par caravane avec le véhicule tracteur,
- d'un montant par jour par petite caravane supplémentaire,
- d'un montant par jour par véhicule supplémentaire appartenant en propre à la famille,
- d'un montant par jour par autre véhicule supplémentaire.

Ces montants sont indiqués à l'usager dès son arrivée.

Une caution est obligatoirement versée par l'usager à son arrivée.
Sa restitution vient en atténuation de recettes.

5-2 Durée de séjour

La durée du séjour sur l'aire d'accueil ne peut pas excéder 60 jours consécutifs.
Une carence obligatoire de 30 jours est à appliquer entre deux séjours sur l'aire d'accueil.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DU COCONTRACTANT

6-1 Titre d'occupation des usagers

Le gestionnaire rédige un titre d'occupation qu'il remet à l'usager et sur lequel figurent :

- à titre d'information, les montants indiqués à l'article 5-1 de la présente convention,
- la date effective de début de séjour,
- la liste des véhicules et des caravanes déterminant la redevance quotidienne de stationnement.

6-1.1 Information aux occupants

Le gestionnaire s'engage à remettre aux personnes accueillies :

- un document indiquant les références de l'aire d'accueil (nom, adresse) et les coordonnées de son gestionnaire,
- le règlement intérieur portant mention des obligations minimales à respecter par tout occupant de l'aire d'accueil,
- une plaquette d'information générale relative à l'accès aux droits sociaux et à la scolarité,
- les noms et coordonnées des différents partenaires sociaux et institutionnels.

6-1.2 État des lieux

Le gestionnaire dresse un état des lieux contradictoire avec l'occupant :

- dès son arrivée sur l'aire d'accueil,
- à la fin du séjour et avant la sortie du site.

6-2 Maintenance et entretien des locaux et des équipements

6-2.1 Obligations

Le gestionnaire s'assure de la maintenance et de l'entretien des locaux et des équipements de l'aire.

La conformité du site à la déclaration figurant en annexe 1 de la convention est évaluée par l'administration, au moyen d'une visite annuelle.

Au cours de cette visite, ou par tout autre moyen pouvant être mis en œuvre par l'administration, le niveau de maintenance du site, le respect de l'entretien des locaux et des équipements, les modalités de gardiennage et le respect des obligations figurant à l'article 6-1 de la convention sont appréciés.

6-2.2 Carence

En cas de carence constatée aux points énumérés au 6-2.1 de la convention, ou en l'absence de conformité à l'annexe 1 de la convention, l'aide au logement temporaire ne sera pas attribuée au gestionnaire.

Après en avoir avisé le gestionnaire, et le cas échéant l'EPCI compétent, l'administration signale à la CAF de Vaucluse les éléments de carence ou de non-conformité et demande la suspension du versement de l'aide au logement temporaire.

La suspension est mise en œuvre à compter du premier jour du mois civil suivant le signalement par l'administration à la CAF de Vaucluse.

6-3 Bilan d'activité de l'aire

Le gestionnaire est tenu de fournir annuellement à l'administration, en même temps que la déclaration prévue à l'article R 851-6 du Code de la Sécurité Sociale et précisée à l'article 4-5.1 de la présente convention, un bilan d'activité de l'aire permettant un suivi des données populationnelles, des éléments de contexte, des indicateurs qualitatifs notamment ceux relatifs à l'accès aux droits et la scolarisation.

6-4 Autres obligations

En outre, le gestionnaire est tenu de fournir au ministre chargé du logement ou à son représentant et au ministre chargé des affaires sociales ou à son représentant ou aux membres des corps d'inspection de l'État, tous les renseignements non nominatifs et tous les documents nécessaires au plein exercice du contrôle de l'application de la présente convention sous réserve de ceux couverts par le secret lorsque les conditions sont réunies pour l'invoquer valablement.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE

En application de l'article R 851-6 du Code de la Sécurité Sociale et de l'article 4-5.1 de la présente convention, l'administration effectue un contrôle sur pièces des éléments transmis par le gestionnaire.

7-1 Absence de déclaration

En l'absence de déclaration par le gestionnaire dans les présente convention, l'administration le met en demeure de produire le délai de quinze jours.

Passé ce délai, l'administration notifie :

- à la CAF de Vaucluse qu'elle est tenue de récupérer les versements effectués l'année précédente au titre du 2° du II de l'article R 851-5,
- au gestionnaire, le montant retenu pour le versement de l'aide au titre du 2° du II de l'article R 851-5, en lui indiquant les voies et délais de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

7-2 Erreur dans la déclaration

Si le contrôle sur pièces fait apparaître une erreur entre le nombre de jours d'occupation mensuelle effective par place et la recette mensuelle de l'aire, ou le non report de périodes de fermeture du site, l'administration invite le gestionnaire à présenter sans délai ses observations.

A défaut d'observations, l'administration informe la CAF de Vaucluse pour qu'elle procède au versement ou à la récupération de la différence.

En outre, le gestionnaire est tenu de fournir :

- ✓ au ministre chargé du logement **ou** à son représentant, **ET**,
 - ✓ au ministre chargé des affaires sociales **ou** à son représentant **ou** aux membres des corps d'inspection de l'État
- tous les renseignements non nominatifs et tous les documents nécessaires au plein exercice du contrôle de l'application de la présente convention sous réserve de ceux couverts par le secret lorsque les conditions sont réunies pour l'invoquer valablement.

ARTICLE 8 : MODIFICATION ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

Durant la période de validité de la convention, une modification du nombre de places conformes et disponibles, peut être apportée par avenant à cette même convention.

La convention peut être résiliée, par l'une ou l'autre des deux parties, avec un préavis de trois mois.

L'administration, après mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, peut procéder unilatéralement à la résiliation de la présente convention dans un délai d'un mois :

- En cas de non-exécution par le gestionnaire de ses engagements conventionnels,
- En cas d'une fausse déclaration au préfet ou à la caisse d'allocations familiales.

ARTICLE 9 – RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Nîmes sis 16 avenue Feuchères – CS 88010 – 30941 NÎMES Cedex 9.

AVIGNON, le

Pour le gestionnaire de l'aire,
(Nom, Fonction, Cachet et Signature)

Pour La Préfète,
La sous-préfète chargée de mission

Justine RENAULT